

## « On a tiré sur Togliatti ! » La difficile interprétation de l'attentat du 14 juillet 1948

Fabien Archambault

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lrf/466>

DOI : 10.4000/lrf.466

ISSN : 2105-2557

### Éditeur

IHMC - Institut d'histoire moderne et contemporaine (UMR 8066)

### Référence électronique

Fabien Archambault, « « On a tiré sur Togliatti ! » La difficile interprétation de l'attentat du 14 juillet 1948 », *La Révolution française* [En ligne], 1 | 2012, mis en ligne le 22 mars 2012, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/lrf/466> ; DOI : 10.4000/lrf.466

---

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© La Révolution française

---

# « On a tiré sur Togliatti ! » La difficile interprétation de l'attentat du 14 juillet 1948

Fabien Archambault

---

- 1 Le 14 juillet 1948, peu avant midi, le secrétaire général du Parti communiste italien (PCI) Palmiro Togliatti, à sa sortie de la Chambre des députés, à Rome, reçoit trois balles dans le dos, tirées par un jeune étudiant en droit de Catane, Antonio Pallante<sup>1</sup>. À la nouvelle de l'attentat, le pays se couvre de barricades alors que se déclenche de manière spontanée une grève générale. « Dans l'histoire du mouvement ouvrier italien, il n'y eut jamais une grève nationale aussi spontanée, aussi compacte, aussi étendue », écrit quelques jours plus tard le vice-secrétaire du PCI, Pietro Secchia<sup>2</sup>. Dans le Nord, la situation est particulièrement tendue. À Turin, les anciens résistants placent des mitrailleuses sur les toits et distribuent fusils et grenades aux ouvriers de la FIAT qui occupent leurs usines et retiennent en otage son président. Des capitaines d'infanterie et des pilotes d'avion de chasse font passer des messages à la fédération communiste : « Nous sommes prêts ». A Gênes, en fin d'après-midi, une manifestation imposante parcourt le centre ville et des militants tirent sur les brigades mobiles et les carabinieri contraints d'abandonner le terrain. Le lendemain, l'état de siège est proclamé et l'armée déploie des bataillons de chasseurs alpins sur les collines environnantes. Dans le Piémont, une partie de la Lombardie et de la Vénétie, en Toscane, des milices armées désarment les policiers. À Abbadia San Salvatore, sur le Monte Amiata, au centre de la province de Sienne, des mineurs prennent d'assaut la centrale téléphonique qui assure les communications entre le nord et le sud de l'Italie, désormais interrompues. À Rome, les manifestants convergent des périphéries pour un meeting de protestation Piazza Esedra ; les militants y interpellent Edoardo D'Onofrio, sénateur et membre de la direction du parti : « D'Onofrio, donne-nous le signal ». Mais le signal ne viendra pas.
- 2 Dans l'après-midi du 14 juillet, Giuseppe Di Vittorio, le secrétaire général de la Confédération générale italienne du travail (CGIL – *Confederazione generale italiana del lavoro*), où communistes et socialistes sont largement majoritaires, tente d'encadrer le

mouvement et appelle à une grève générale illimitée. Luigi Longo, l'autre vice-secrétaire du PCI, en fixe l'objectif, à savoir la démission du gouvernement. Le lendemain matin, le ministre de l'Intérieur, Mario Scelba, menace Di Vittorio d'une intervention de l'armée si la grève ne cesse pas. Ce dernier la prolonge jusqu'au 16 juillet à midi. À l'heure dite, le travail reprend et le calme revient. Entre-temps, Togliatti a survécu, on dénombre seize morts (dont cinq membres des forces de l'ordre) et plus de 200 blessés. Dans le même laps de temps, de l'autre côté des Alpes, Gino Bartali, le champion cycliste proche de l'Action catholique, s'apprête à remporter le Tour de France. Le 15 juillet en effet, « Gino le Pieux » remporte la treizième étape de la Grande Boucle, entre Cannes et Briançon, l'ascension solitaire du col de l'Izoard lui permettant de reprendre vingt minutes sur le maillot jaune, Louison Bobet, pour le talonner à moins de deux secondes. Le lendemain, à Aix-les-Bains, le coureur italien s'empare définitivement de la première place, la concomitance chronologique entre les deux épisodes ouvrant la voie à la récupération de l'exploit sportif par les démocrates-chrétiens.

- 3 Ainsi, dès la fin du mois de juillet 1948, les différentes interprétations d'un événement aussi extraordinaire se figent. Chez beaucoup de militants communistes et socialistes reste vive la sensation que tout pouvait arriver et qu'ils avaient l'occasion de prendre leur revanche sur le résultat des élections législatives du 18 avril 1948 – la Démocratie chrétienne (DC) y avait obtenu 48,5 % des voix contre 31 % au Front démocratique populaire (FDP), l'alliance entre les partis communiste et socialiste. À la direction de ces deux derniers ensuite, on affirme résolument qu'il s'agissait seulement d'une très forte explosion de colère et d'indignation après l'attentat, et on nie de manière catégorique avoir un tant soit peu hésité à se lancer dans un processus révolutionnaire<sup>3</sup>. Enfin, du côté catholique, on dénonce la subversion bolchevique et l'existence d'un plan insurrectionnel dont on aurait commencé à voir la mise en œuvre (le « plan K »), qui heureusement ne réussit pas à tromper les Italiens, tout heureux de communier dans l'allégresse d'une victoire cycliste prestigieuse. En somme, la mémoire collective de l'attentat contre Togliatti et des événements qui s'ensuivirent se polarise très vite autour du couple antithétique « révolution manquée » et victoire pacificatrice de Bartali, l'un n'excluant pas forcément l'autre d'ailleurs.
- 4 Comment démêler l'écheveau de ces représentations contradictoires ? Quelles sources permettent de rendre compte des raisons qui poussèrent des millions d'Italiens à descendre dans la rue et des conséquences sociales et politiques du geste de Pallante ? Comment, avec quelles questions et avec quelles limites les historiens se sont-ils attelés à la tâche et sont-ils parvenus (ou non) à expliquer ce qui s'est joué dans la société italienne au cours de ces deux journées de juillet ?

## Tout est possible ?

- 5 Sur le coup, la grève générale qui suit l'attentat contre Togliatti est présentée sans surprise par la presse non communiste comme une tentative révolutionnaire. Par exemple, le grand quotidien libéral milanais *Il Corriere della sera* décrit les manifestations comme « la preuve d'une véritable émeute insurrectionnelle »<sup>4</sup>. Pendant les deux décennies suivantes, cette interprétation est globalement reprise par les historiens qui évoquent les événements de la mi-juillet 1948, même si aucune étude approfondie n'y est consacrée. Ainsi, Alfredo Gradilone note que la grève éclate avant que la CGIL n'y appelle<sup>5</sup>, tandis que Giorgio Galli s'attache à démontrer la volonté du PCI de remettre en cause le

résultat des élections législatives. À l'appui de son raisonnement, l'historien de la gauche italienne met en exergue les épisodes les plus violents et certaines déclarations de dirigeants communistes, par exemple celles du secrétaire de la fédération milanaise, Giuseppe Alberganti. Lors d'un meeting convoqué en urgence sur la place de la cathédrale l'après-midi du 14 juillet, ce dernier proclame en effet que « [cette] grève ne finira pas comme les autres », « ni aujourd'hui, ni demain », avant de conclure que si, le 18 avril, on avait « compté » les votes, on allait cette fois-ci les « peser »<sup>6</sup>. Il faut attendre 1966 pour que soit publié le premier travail précis sur ces événements. Si son auteur, Raffaele Del Carria, revendique sa proximité avec l'extrême gauche alors naissante en Italie, il n'en rejoint pas moins les historiens plus conservateurs sur un point fondamental, à savoir que la grève aurait pu – et aurait dû, dans sa perspective – avoir un débouché révolutionnaire :

« Il n'y a pas de localité d'Italie qui ne soient touchée par la grève spontanée, les manifestations de masse et les combats de rue [...]. Des dizaines et des dizaines d'épisodes mineurs de combats de rue font de la grève du 14 juillet une grève pré-insurrectionnelle qui touche toutes les villes, grandes et petites, de la péninsule et des millions de travailleurs de toute catégorie »<sup>7</sup>.

- 6 À partir de la reconstruction minutieuse de la diffusion géographique de la grève et de l'analyse des multiples situations locales à travers les sources journalistiques et une documentation variée, Del Carria veut mettre en évidence une divergence profonde entre la poussée révolutionnaire de « vastes mouvements » et l'attitude du PCI, qui ne se comporte pas comme un « parti léniniste », qui « dans les 24 premières heures est entraîné par les masses puis, lorsque la vague ralentit, s'emploie à ramener l'émeute dans les limites de la légalité et s'appuie sur le poids de l'appareil pour freiner la poussée qui monte du bas »<sup>8</sup>. Il met en lumière l'opposition entre la base, « souvent d'anciens résistants, marginalisés par la politique électoraliste du parti les trois années précédentes »<sup>9</sup>, et le sommet, incarné notamment par Pietro Secchia dont sont utilisées les considérations citées plus haut afin d'accréditer la thèse principale : « Le centre du parti ne voulut pas faire la révolution alors que les masses attendaient justement cette directive »<sup>10</sup>.
- 7 Ces critiques de la direction du PCI, qui apparaissent à partir de la moitié des années 1960 dans un contexte de montée des revendications sociales et d'exacerbation de la violence, s'inscrivent dans la tentative politique de créer un espace pour un parti révolutionnaire à la gauche du Parti communiste. Elles sont relayées dans les années 1970 par deux autres études consacrées à l'attentat contre Togliatti et à ses suites. En premier lieu, l'historienne Liliana Lanzardo, dans sa monographie sur les ouvriers turinois de l'après-guerre, montre l'amertume des militants employés à la FIAT et leurs réticences à reprendre le travail le 16 juillet<sup>11</sup>. En second lieu, c'est l'ancien secrétaire particulier de Togliatti lui-même, Massimo Caprara, qui reprend l'analyse de Del Carria en la complétant avec ses souvenirs personnels. Aux yeux de cet ancien député communiste<sup>12</sup>, exclu en 1969 pour son appartenance au groupe du *Manifesto*<sup>13</sup>, la mi-juillet 1948 fait figure de ligne de partage des eaux entre la fidélité aux aspirations révolutionnaires d'une part, le renoncement à la lutte armée et le choix du réformisme d'autre part<sup>14</sup>.
- 8 Dans la seconde moitié des années 1970, l'exploitation de nouvelles sources par deux chercheurs permet d'approfondir les questions de la réalité d'une situation pré-révolutionnaire les 14 et 15 juillet et de l'attitude de la direction du PCI. Il s'agit d'abord, en 1977, de la monumentale biographie de Togliatti par Giorgio Bocca qui dans le chapitre

XXIV aborde l'attentat en multipliant les témoignages de dirigeants communistes et socialistes<sup>15</sup>. C'est ensuite, un an plus tard, l'ouvrage de Walter Tobagi qui se fonde sur le dépouillement exhaustif des cartons conservés à l'Archivio centrale dello Stato contenant entre autres les télégrammes échangés heure après heure entre les préfets des provinces (l'équivalent des départements français) et le ministère de l'Intérieur<sup>16</sup>. Selon Tobagi, à aucun moment les forces de l'ordre ne se sentent débordées par les émeutiers. Du 14 au 16 juillet, elles appliquent scrupuleusement les consignes de modération décidées lors du Conseil des ministres extraordinaire réuni le 14 dans l'après-midi et que résume la déclaration du président du Conseil au *Corriere lombardo* le 15 au matin : Alcide De Gasperi s'y déclare « encore disposé à considérer la grève comme une manifestation spontanée d'indignation et de douleur »<sup>17</sup>. En conséquence, policiers, carabinieri et brigades mobiles restent confinés dans leurs commissariats et casernes, tout en continuant de surveiller efficacement les militants communistes ; lorsque le maintien de l'ordre l'exige (à Gênes, Turin, Venise et dans certaines zones toscanes), des renforts sont envoyés et l'on fait appel à l'armée. Tobagi conclut que l'insurrection, si elle avait été décidée, aurait été balayée.

- 9 D'après les travaux de Giorgio Bocca, il semble que les dirigeants communistes en aient eu conscience. Le 15 au matin, le comité central ordonne que cesse le recours aux armes après que le vice-secrétaire du parti, Pietro Secchia, est intervenu en ce sens<sup>18</sup>. Lors de la réunion du 17 juillet, qui approuve la reprise du travail décidée l'avant-veille par la CGIL, Giorgio Amendola considère lui que l'insurrection aurait été battue même dans le nord du pays, tandis que Giancarlo Pajetta, peu suspect de modérantisme<sup>19</sup>, est d'avis qu'il était possible de prendre le pouvoir dans les zones septentrionales mais que l'Italie aurait alors été coupée en deux<sup>20</sup>. Vingt ans après, Secchia justifie ainsi le choix de juillet 1948 :

« Oui, je sais, encore aujourd'hui des camarades me reprochent mon indécision, comme s'il n'y avait plus qu'à tendre la main pour cueillir le fruit de la grève. La vérité est que le moment difficile, le véritable affrontement devait encore advenir. La grande bataille n'avait pas eu lieu, voilà pourquoi les camarades de la nostalgie croient que nous avons déjà gagné »<sup>21</sup>.

- 10 Il faut toutefois se méfier des simplifications rétrospectives. Le tableau qui émerge de tous ces témoignages, recueillis pendant les années du « compromis historique » proposé par Enrico Berlinguer à la Démocratie chrétienne, court le risque d'être suspecté de téléologie abusive. La reconstruction se dessine sans ambiguïté, opposant une direction qui sait dès le départ ce qu'elle a à faire<sup>22</sup> à une poignée d'irréductibles nostalgiques de la lutte armée. Selon Michele Pistillo, il ne s'agit que de « groupes », pensant venu « le temps du règlement de compte », et qui ne constituaient que « des minorités très réduites »<sup>23</sup>. En réalité, il semble que la direction communiste ait été plus hésitante quant à la marche à suivre, si l'on en croit les témoignages des dirigeants socialistes, consultés en vertu du pacte d'unité d'action qui lie les deux partis. Le 14 juillet au soir, selon Riccardo Lombardi, Longo déclare qu'il attend de « voir comment tournent les choses, si la vague de protestation monte nous la laissons monter, si au contraire elle faiblit nous la bloquons ». Le 15 au matin, le secrétaire général du Parti socialiste, Pietro Nenni, a l'impression « que les leaders communistes ont perdu toute forme de contact avec la base »<sup>24</sup>. Le secrétariat du PCI pourrait en fait avoir été tenté de mettre en branle son organisation paramilitaire, dont le noyau dur est constitué des anciens résistants et dont la grève générale a révélé l'existence<sup>25</sup>. Depuis 1947, à trois reprises au moins, on sait, en partie grâce à l'ouverture des archives soviétiques, que la question de l'opportunité de se lancer dans la lutte armée avait été posée à l'URSS, qui s'y opposa à chaque fois<sup>26</sup>. Lorsque

Longo et Secchia rendent visite à l'ambassadeur soviétique, Mikhail Kostylev, le 14 juillet tard le soir, puis encore le 15 juillet au petit matin, ils réitèrent probablement la demande, qui est de nouveau déclinée<sup>27</sup>. Comme le souligne Silvio Pons, la définition d'une voie spécifique vers le socialisme en Italie (la « *via italiana al socialismo* »<sup>28</sup>), faite de réformes graduelles et de respect du jeu parlementaire, n'est qu'en gestation à la fin des années 1940. À cette option légaliste s'oppose une option insurrectionnelle, qui n'a pas toujours la faveur de Togliatti, mais qui appartient encore à la culture politique d'un nombre non négligeable de militants et de dirigeants communistes<sup>29</sup>. C'est cette option qui semble spontanément mise en œuvre par une part importante du PCI et à laquelle s'efforce de répondre la direction du parti une fois la grève générale achevée.

- 11 En effet, dès le 17 juillet, *l'Unità* publie en troisième page et sans commentaire, sous le titre « Les lois de l'insurrection selon Lénine et Togliatti », des extraits de *La maladie infantile du communisme, le gauchisme* puis du dernier discours du secrétaire général à la Chambre des députés avant l'attentat. Dans le passage cité, Togliatti légitime le recours à la violence armée, si toutefois la situation est « mûre » pour une révolution<sup>30</sup>. De manière implicite, l'organe du PCI sous-entend que si la protestation des 14-16 juillet n'a pas débouché sur une insurrection, c'est que l'état de la société italienne ne l'autorisait pas. Mais comment, dans ces conditions, rendre raison de la mobilisation des avant-gardes les plus combattives dans les grandes villes du Nord ? C'est l'un des objectifs du rapport de Pietro Secchia, publié par extraits au cours du mois de juillet. Outre les lignes déjà citées, le responsable de l'organisation du parti, considéré par beaucoup de militants comme le tenant de l'aile dure, conclut précisément à une absence... d'organisation. Selon lui, il manquait d'une part des comités de grève pour faire le lien avec les associations périphériques du PCI (l'Union des femmes, l'Association nationale des résistants, etc.), enracinées dans la société et dépassant le strict cercle des militants et dont les adhérents n'ont suivi le mouvement qu'à titre individuel ; d'autre part, il manquait de réseaux de communication efficaces entre le centre et les fédérations, et entre les fédérations et les sections. En général, leurs dirigeants sont descendus dans la rue et ont laissé les cellules sans directives. En définitive et pour toutes ces raisons, une insurrection aurait été vouée à un échec certain, ce à quoi se propose de remédier l'auteur. Ce fut toutefois sans lendemain, Secchia étant écarté de la direction du PCI en 1954, un an après la mort de Staline. A posteriori, certains dirigeants communistes considèrent l'attentat de 1948 comme un tournant dans l'évolution de leur parti. Ainsi Giorgio Amendola écrit-il que

« ne pas donner un caractère insurrectionnel à la grève, ne pas chercher la revanche sur les élections en se plaçant sur le terrain insurrectionnel, fut une décision qui correspondait aux rapports de force, à une évaluation de la situation intérieure mais aussi internationale et, surtout, qui répondait à l'engagement démocratique pris avec l'approbation de la Constitution »<sup>31</sup>.

- 12 En somme, l'attentat contre Togliatti aurait précipité l'abandon de l'option insurrectionnelle, ce qui confirmerait l'analyse de Massimo Caprara, même si ce tournant politique ne pouvait être assumé explicitement sur le moment.
- 13 Entrent sans doute également en ligne de compte ce que Marc Lazar repère comme les « préoccupations permanentes du leader du PCI » : le « refus de la marginalisation » et la « hantise d'une répétition de la situation de 1919-1921 »<sup>32</sup>. On pourrait interpréter ainsi les quelques mots susurrés par Togliatti à ses proches, juste après l'attentat (« Restez calmes, ne perdez pas la tête »), puis à son réveil après l'opération (« Du calme, je vous en prie, du calme, ne faisons pas de bêtises »)<sup>33</sup>. C'est en tout cas le sens des rares propos

(sarcastiques) qu'il tient sur les événements du mois de juillet 1948, dans un entretien publié en 1960 :

« Mais certainement, l'attaque insurrectionnelle – et la défaite certaine – en 1946 ou en 1948 auraient fait plaisir à beaucoup de monde. Pas de bureaucratisation dans ce cas-là ! Tous les « cadres révolutionnaires » aux cours de stratégie et de tactique en prison ou en exil ! Et les héros à la Clara Bovero [une socialiste qui a lancé une polémique sur la bureaucratisation du PCI], restés en liberté, nous auraient sans aucun doute écrit de belles petites dissertations là-dessus ! »<sup>34</sup>

## La résurrection de Togliatti

- 14 Depuis les années 1970, une monographie est venue compléter les travaux réalisés à l'échelle nationale par Bocca et Tobagi. Elle concerne un bastion électoral du Parti communiste, la province toscane de Livourne, où la violence se déploya avec une vigueur particulière. L'étude menée par Andrea Grillo permet d'enrichir la compréhension des motivations des grévistes et des manifestants. Il s'est attaché à croiser les sources journalistiques locales et les fonds policiers et préfectoraux consultables à l'Archivio di Stato provincial avec des entretiens réalisés auprès d'une quinzaine de responsables politiques et syndicaux de Livourne et de Piombino<sup>35</sup>. Le témoignage de Renzo Batini, dirigeant de la section communiste de Piombino, illustre bien la colère et la stupeur qui submergent la plupart des habitants de ce petit port tyrrhénien :

« Il était environ midi et demi lorsque tout d'un coup les sirènes se mirent à hurler dans les usines ; j'étais chez moi, occupé à mon travail de couturier. Je descendis, arrivai sur le Corso Italia alors que les travailleurs commençaient à sortir des Acéries. J'appris qu'on avait tiré des coups de revolver sur Togliatti et qu'il était à l'agonie. Il est impossible de décrire mon effarement qui, multiplié par celui de milliers de personnes, rendait cette situation difficile, tendue et dangereuse. Je ne trouve pas les mots justes et suffisants pour décrire ce qui passait sur les visages sales des travailleurs qui arrivaient au centre en masse compacte [...]. Leur visage était livide de rage, beaucoup étaient presque furieux, d'autres, agités, se demandaient ce qu'il fallait faire, d'autres encore, à l'arrière, plus âgés, pleuraient à chaudes larmes. Tous se sentaient atteints, en l'atteignant lui on avait essayé de détruire le parti, la classe ouvrière, leurs idéaux et leur liberté à peine reconquise après vingt ans de dictature fasciste »<sup>36</sup>.

- 15 Les dernières lignes appellent une première remarque sur le caractère éminemment politique de la grève déclarée dans la foulée. Il s'agit ni plus ni moins d'obtenir la démission du « gouvernement de la discorde et de la faim, du gouvernement de la guerre civile », comme le titre l'édition extraordinaire de *l'Unità* l'après-midi du 14 juillet, mot d'ordre synthétisé dans le slogan « Dehors le gouvernement des assassins » scandé par la foule des manifestants à Piombino, mais aussi à Milan et à Turin<sup>37</sup>. Tout comme le geste de Raoul Villain n'est pas explicable si l'on ne tient pas compte du contexte de nationalisme exacerbé de l'été 1914, la tentative d'assassinat de Pallante est immédiatement interprétée par les grévistes comme le produit de la virulente propagande gouvernementale anticommuniste en cours depuis plus d'un an. En témoigne en creux le peu de passion que suscite le procès d'Antonio Pallante en juin 1949. Celui que son avocat, Giuseppe Bucciantè, compare dans sa plaidoirie à Charlotte Corday, « fragile comme un roseau sous les vents furieux »<sup>38</sup>, est condamné à dix ans de prison, réduits à huit en appel, puis amnistié en 1953, dans l'indifférence générale<sup>39</sup>. Dans la même logique, il n'est pas fait grand cas de l'enquête menée par le journaliste de *l'Unità* Alberto Jacoviello, secondé par le chef de la sécurité du PCI, Giulio Seniga, et publiée au mois d'août. Selon

eux, les complicités seraient à chercher du côté de la mafia sicilienne, sans doute liée aux services secrets américains ; mais ces conclusions ne sont pas relayées politiquement par les dirigeants communistes.

- 16 La seconde remarque a trait à l'attachement extrême que suscite la personne de Togliatti parmi les manifestants. Dans la dernière phrase, Renzo Batini établit une double équivalence, entre d'une part le corps de Togliatti et le « parti », « la classe ouvrière », d'autre part entre le corps de Togliatti et celui des grévistes. S'esquisse ainsi un triangle où un tout (le parti) est subsumé par la partie (Togliatti), qui elle-même subsume un autre tout (les grévistes, les militants) : « Tous se sentaient atteints, en l'atteignant lui on avait essayé de détruire le parti, la classe ouvrière ». Si l'on adopte une perspective anthropologique, de telles correspondances ne peuvent que renvoyer à la dimension sacrée du politique. Dans le cas italien, Marc Lazar a ainsi développé l'idée que le PCI était au sortir de la guerre le parti de l'« incarnation »<sup>40</sup>, logique que les circonstances d'un attentat comme celui dont est victime Togliatti exacerbent. On assiste par exemple à des manifestations de dévotion religieuse à Rome dans les heures qui suivent l'attentat : on prie pour le rétablissement de Togliatti dans les églises de Trastevere, quartier populaire romain situé sur la rive droite du Tibre, tandis que sont entrepris des pèlerinages au sanctuaire de l'Amour divin, Via Ardeatina<sup>41</sup>. Dans la même veine, Giovanni Gozzini étudie la mise en scène du retour à la vie politique de Togliatti une fois terminée sa convalescence dans le nord de l'Italie, organisé le 26 septembre 1948 à Rome dans le cadre de la fête de *l'Unità*. Selon lui, le film de propagande commandé par le PCI et réalisé par Carlo Lizzani, intitulé *Togliatti est revenu (Togliatti è ritornato)*, « voulait célébrer un rituel de communion entre la masse et le leader que le péril passé avait renforcé et rendu indestructible »<sup>42</sup>. Gozzini note également qu'en tête du défilé des fédérations régionales – se succèdent les ouvriers du Nord, les dockers de Livourne, les métayers d'Emilie, les journaliers du Sud, les femmes, les étudiants, les anciens résistants, etc. – se distinguent des jeunes filles vêtues de blanc, élément caractéristique des processions religieuses<sup>43</sup>. On pourrait poursuivre l'analyse en observant que le secrétaire général du parti, donné pour mort et ressuscité, se présente à la foule de 500 000 personnes massées sur le Foro italico par ces mots : « Ceci est pour moi, vous le comprendrez, un grand jour ; c'est le jour où je peux considérer comme close la tragique aventure ouverte le 14 juillet », avant de poursuivre, sur une tonalité christique, « la vraie vie, la vie complète, pour moi, recommence aujourd'hui »<sup>44</sup>. Une vie plus « complète », au sens où son corps peut de nouveau incarner le parti. Mais après tout, quoi de plus normal pour Togliatti, prénommé Palmiro parce qu'il était né un dimanche des Rameaux (« *Domenica delle Palme* » en italien), c'est-à-dire le jour où l'on célèbre l'entrée de Jésus à Jérusalem, à l'orée de la semaine sainte où se rejoue chaque année la Passion du Christ...

## La grande répression

- 17 Aucune étude précise n'a en revanche été menée sur les réactions des catholiques et du gouvernement démocrate-chrétien, sur leurs interprétations des événements et les stratégies développées. Les historiens du mouvement catholique sont même longtemps restés silencieux sur l'attentat et le premier à y faire allusion, en 1974, Gianni Baget Bozzo, s'appuie sur les travaux de Raffaele Del Carria. Il ne souscrit donc pas à la thèse d'un plan insurrectionnel coordonné à l'échelle du pays (le « plan K » dénoncé par la presse proche du pouvoir), mais évoque « un dispositif structuré au plan national » qui

« entre en vigueur de manière spontanée avec des initiatives régionales »<sup>45</sup>. Selon lui, la répression s'enclenche dès le 16 juillet parce que « le gouvernement interpréta ces différents aspects comme assez homogènes, coordonnés et systématiques pour justifier l'hypothèse de l'existence d'une organisation pré-insurrectionnelle »<sup>46</sup>. En réalité, il n'en est rien. Mario Scelba a ainsi déclaré en 1988 « qu'on disait que les communistes avaient un plan insurrectionnel, le fameux plan K, qui devait être déclenché à l'automne 1947 après le départ des Américains. Et moi qui n'ai jamais cru à ce plan, je me comportai comme s'il existait effectivement »<sup>47</sup>. Si le gouvernement présidé par Alcide De Gasperi feint de croire à la réalité d'une insurrection communiste en cours le 14 juillet 1948 et les jours suivants, c'est qu'il y voit le prétexte pour atteindre deux objectifs, l'un immédiat, précipiter la scission syndicale, l'autre, à plus long terme, réprimer le mouvement social.

- 18 Les syndicalistes catholiques, dirigés par Giulio Pastore, largement minoritaires au sein du syndicat unitaire de la CGIL, préparent en effet leur départ depuis le mois de juin 1947<sup>48</sup>. Lors de la réunion de la direction du syndicat, l'après-midi du 14 juillet, Pastore ne s'oppose pas à l'appel à la grève générale, soutenu par la totalité des autres courants, mais le soir, il demande aux adhérents catholiques de reprendre le travail puisque, estime-t-il, le but de la grève est de « faire tomber le gouvernement ». Le 16 juillet au matin, De Gasperi dénonce les responsabilités des dirigeants communistes et socialistes de la CGIL et affirme que le gouvernement prendra toutes les mesures nécessaires pour affronter la situation et défendre les « libertés démocratiques ». Dans la soirée, enfin, il déclare que « l'unité syndicale est arrivée au cimetière »<sup>49</sup>, prédiction qui se vérifie au mois d'août, avec l'aide financière des Etats-Unis et malgré tous les efforts de Di Vittorio pour empêcher la scission.
- 19 Lors de ce même Conseil des ministres du 16 juillet, De Gasperi invite en outre Scelba à réprimer les actes « qui ne peuvent être considérés comme de simples manifestations de l'explosion de l'indignation populaire mais qui ont les caractères de la mise en œuvre d'une véritable dessein séditionnel »<sup>50</sup>. Le 18 juillet, une circulaire du ministère de l'Intérieur ordonne aux préfets « d'agir énergiquement » avant tout contre les dirigeants syndicaux car « à l'origine des barricades et des actes insurrectionnels se trouvent les Bourses du travail »<sup>51</sup>. Débute ainsi une période de grande répression, surnommée le *scelbismo*, du nom du ministre de l'Intérieur, dont l'acmé se situe entre juillet 1948 et juin 1950. Pendant ces deux années, selon les chiffres du PCI, on dénombre 62 morts (dont 48 communistes), 3 126 blessés (dont 2 367 communistes) et 92 169 arrestations (dont 73 870 communistes)<sup>52</sup>. Cette répression remplit une fonction politique – Alcide De Gasperi la légitime au nom de la « croisade » contre la « cinquième colonne » – mais aussi sociale. Elle trouve en effet un soutien appuyé auprès du bloc social qui a porté la Démocratie chrétienne au pouvoir – le grand patronat industriel, les grands propriétaires et tous les petits industriels du nord et du centre de l'Italie qu'une politique autoritaire pouvait aider dans un contexte de revendications croissantes liées à la réorganisation des processus de production<sup>53</sup>.
- 20 À cet égard, l'exemple de la province de Sienne est particulièrement révélateur. Dès le 14 juillet au soir, les métayers avaient saisi l'occasion des désordres pour forcer les propriétaires terriens à renégocier les baux d'exploitation dans un sens plus favorable aux exploitants, ce qui invite à mettre l'accent sur les ressorts locaux des actions insurrectionnelles entreprises au plan national<sup>54</sup>. Dès le 18 juillet, la répression est d'une grande violence, destinée qu'elle est, note Alessia Nuti, à « terroriser les métayers et les journaliers »<sup>55</sup>. Au cours de l'année suivante, les arrestations (on en compte 1 796 pour

l'ensemble de la Toscane) puis les procès pour « subversion » se multiplient. Le PCI crée alors des caisses de solidarité avec les familles des militants emprisonnés, en plus de l'aide judiciaire qu'il fournit en mettant à disposition des avocats proches du parti<sup>56</sup>.

- 21 Le procès le plus retentissant concerne les mineurs et les paysans d'Abbadia San Salvatore, condamnés à de lourdes peines de prison pour « rébellion contre l'Etat ». La gravité des faits qui leur sont reprochés n'a en fait que peu de rapports avec la réalité. Dans ce village agité par les revendications agraires et les nombreux licenciements qui touchent la mine de cuivre depuis 1947, et où le PCI est hégémonique, la nouvelle de l'attentat choque profondément les habitants. Là comme ailleurs dans la province, on prend le contrôle de l'espace public en érigeant des barrages routiers pour interdire l'accès à la localité<sup>57</sup>. Lorsque se présente une camionnette des carabinieri, le ton monte, s'ensuivent des échauffourées, des coups de feu sont échangés, provoquant la mort de deux gendarmes. Les manifestants décident alors d'occuper la centrale téléphonique pour empêcher les communications et ainsi retarder l'arrivée de renforts qu'on craint nombreux<sup>58</sup>. Loin de s'inscrire dans une stratégie révolutionnaire précise, le drame d'Abbadia San Salvatore est ainsi d'abord le fruit de circonstances malheureuses. Le député Lelio Basso, chef de file de l'aile ouvriériste du Parti socialiste, assure la défense des « révoltés de l'Amiata » et plaide en vain la « psychose mercuriale » due à l'exposition prolongée aux vapeurs de la mine afin d'obtenir la relaxe pour irresponsabilité. Par ailleurs, Basso participe alors à d'autres procès, notamment ceux qui criminalisent les occupations des *latifundi* par les paysans sans terre dans le *Mezzogiorno*. Au cours de ses plaidoiries, il réclame inlassablement la mise en vigueur des garanties des droits de la défense prévues par la Constitution, dont il avait été l'un des rédacteurs<sup>59</sup>. Appliquer dans son intégralité le texte fondateur de la République signifierait l'établissement d'une véritable démocratie sociale et consentirait de remettre le pouvoir au « peuple », de rendre son « sceptre au Prince »<sup>60</sup>. Cette stratégie doublement légaliste (respect des pouvoirs constitués et, dans les tribunaux, pratique d'une légalité qui rompît avec le code pénal fasciste) le rapprochait de la *via italiana al socialismo* prônée par le *Partito nuovo* de Togliatti.

## Bartali, le cycliste thaumaturge

- 22 Outre les forces de l'ordre, « partout accueillies chaleureusement par la population » selon De Gasperi<sup>61</sup>, les catholiques invoquent le cyclisme, alors le sport le plus populaire dans la péninsule, pour expliquer l'échec de la grève générale. Après ses victoires dans les étapes de Briançon et d'Aix-les-Bains, les 15 et 16 juillet, Gino Bartali s'adjuge en effet, le 27 juillet, une seconde victoire dans la Grande Boucle après celle de 1938. La presse catholique développe dès lors un thème appelé à devenir un *topos* de la propagande démocrate-chrétienne, celui de la victoire sportive capable de réconcilier les Italiens et de pacifier le pays. Par exemple, Carlo Trabucco, l'envoyé spécial de l'organe de la DC, *Il Popolo*, évoque une « course protégée par la Madone ». Après avoir rappelé que De Gasperi avait adressé, le 15 juillet au matin, un télégramme à Bartali, dans lequel le président du Conseil lui demandait de « gagner des étapes » pour conjurer le spectre de la guerre civile, Trabucco écrit que ces succès avaient non seulement contribué à dépasser « les divisions et les aversions », mais qu'ils avaient également aidé à faire oublier « la grève générale et ses conséquences »<sup>62</sup>. Dans un article intitulé « Que Bartali soit loué », Crispino soutient pour sa part que la nouvelle du triomphe de Briançon, annoncée le 15

juillet au soir, avait « rasséréner les esprits », dans la rue et à la Chambre des députés<sup>63</sup>. Dans *Gioventù*, l'hebdomadaire de la *Gioventù italiana di Azione cattolica* (GIAC), Dino Bertolotti est encore plus explicite :

« J'habite dans un quartier populaire de la périphérie de Rome et je me souviendrai toujours de ce qui est arrivé après l'annonce faite à la radio de l'exploit extraordinaire de Bartali. Il était 20h15 et c'était une soirée encore pleine de tension, dans l'air flottaient les hurlements d'une foule irrationnelle, les derniers drapeaux rouges de retour de la Piazza Esedra où les incendiaires Longo et Pertini<sup>64</sup> avaient fait leurs harangues étaient à peine revenus dans les sections, lorsque soudain, après l'annonce radiophonique, les fenêtres s'ouvrirent, les gens se penchèrent sur les rebords en bras de chemise et crièrent : « Oh, tu as vu comment Bartali a pulvérisé les Français ? » Et devant les bars, des jeunes gens se serraient dans les bras en esquissant des pas de danse. La grève était vaincue. L'insurrection dédramatisée à coups de pédales »<sup>65</sup>.

- 23 Si la grève générale avait échoué, le mérite principal en devait donc être attribué à la victoire française de Gino Bartali, qui aurait « battu » non seulement Bobet mais aussi et surtout Di Vittorio.
- 24 La prolifération immédiate de cette antienne ne doit pas surprendre car elle s'inscrit dans le droit fil d'une communication politique inaugurée plus de dix ans auparavant. Dino Bertolotti précise à juste titre que le coureur cycliste toscan constitue « un produit authentique de la jeunesse catholique [...] parce que Gino n'est pas une gloriole à laquelle nous nous agrippons au dernier moment pour faire de la propagande électorale »<sup>66</sup>. L'utilisation de la figure bartalienne remonte en effet au début des années 1930, lorsque le régime fasciste, en septembre 1931, interdit la pratique sportive aux patronages paroissiaux et à la Jeunesse de l'Action catholique (*Gioventù italiana di Azione cattolica* – GIAC), en réservant ainsi le monopole à ses propres organisations de masse<sup>67</sup>. Un jeune médecin, Luigi Gedda, président diocésain de la GIAC de Novare, écrit alors qu'« il n'y a pas d'Etat qui ne s'occupe directement ou indirectement des compétitions sportives, par des mesures favorables ou restrictives mais qui témoignent toujours avec force combien compte le sport »<sup>68</sup>. Nommé président central de la GIAC par Pie XI le 22 septembre 1934, Gedda ne peut évidemment investir le champ sportif autrement que par la promotion de héros chrétiens faisant contrepoids aux « idoles païennes » promues par les fascistes. La création du premier « champion de la foi » s'appuie sur le réseau de journalistes catholiques qu'avait connus Gedda dans le Piémont<sup>69</sup>. Le prêtre salésien Antonio Cojazzi participe par exemple à l'entreprise d'élévation de Bartali au rang de parangon du sportif chrétien en écrivant dans la revue de formation de la jeunesse qu'il avait fondée et qu'il dirigea de 1921 à 1948 que ce cycliste faisait « la démonstration pratique qu'il y a tout à gagner à être un jeune catholique complet » et qu'« on [pouvait] honorer également le Christ en gagnant [...] le Tour d'Italie »<sup>70</sup>.
- 25 Dans l'après-guerre, Bartali entre plus directement encore dans le répertoire de l'action politique du mouvement catholique. En témoigne le discours prononcé à Rome par Pie XII devant les membres de l'*Unione uomini* le 7 septembre 1947. La manifestation est organisée par Gedda, devenu président de cette branche de l'Action catholique, qui affrète trente trains spéciaux pour amener des participants de toute l'Italie<sup>71</sup> et utilise tous les moyens modernes de propagande pour préparer l'événement : émissions de radio, articles dans la presse catholique, publicité lumineuse sur la place Barberini, affiches placardées partout sur les murs, un documentaire cinématographique intitulé « *Uomini della pace* » (« Des hommes de paix ») et même deux avions qui jettent sur la capitale des milliers de tracts

contenant au recto des slogans et au verso les dix commandements<sup>72</sup>. Le pape fait une allocution devant une foule dont l'évaluation est incertaine (de 300 à 600 000 personnes) mais qui est vraiment considérable, massée place Saint-Pierre. Il donne alors le coup d'envoi de la campagne électorale en vue des élections législatives du 18 avril 1948 et, adoptant un ton combatif, lance une formule destinée à faire le tour de la péninsule les mois suivants : « Le temps de la réflexion et des projets est passé : c'est l'heure de l'action. Êtes-vous prêts ? »<sup>73</sup> Et il ajoute :

« C'est l'heure de l'épreuve. La dure compétition dont parle saint Paul est en cours ; c'est l'heure de l'effort intense. La victoire peut même se décider en peu d'instant. Regardez votre Gino Bartali, membre de l'Action catholique : il a gagné plusieurs fois le maillot convoité<sup>74</sup>. Courez vous aussi dans ce championnat idéal de façon à conquérir une palme bien plus noble ; *Sic currite ut comprehendatis*<sup>75</sup> (I Cor., 9, 24) »<sup>76</sup>.

- 26 Les premières élections législatives de l'après-guerre ont constitué la première épreuve, présentée par Pie XII comme un conflit de civilisation entre la « Rome sacrée » et « Moscou l'athée »<sup>77</sup>. La large victoire de la Démocratie chrétienne a contribué à atténuer quelque peu les accents apocalyptiques du discours pontifical sans toutefois apaiser complètement les inquiétudes du successeur de saint Pierre. Les résultats du Front démocratique populaire montrent en effet que la nation catholique reste fragilisée dans son cœur. Il existe une Italie qui refuse d'écouter la voix maternelle de l'Eglise et lui préfère la subversion moscovite. Les masses communistes représentent le vrai danger ; pourquoi cette Italie vote-t-elle pour le parti de l'athéisme bolchevique ? Telle est la question qui continue d'inquiéter les responsables ecclésiastiques et les rend moins sûrs de l'adhésion du « bon peuple » à la foi de toujours. Dans cette perspective, les événements de la mi-juillet 1948 constituent une véritable ordalie consacrant la validité et la réussite du projet de restauration d'une société chrétienne. Ils sont dès lors interprétés par le mouvement catholique dans son ensemble à travers le prisme de la victoire de Bartali au Tour de France. On file ainsi la métaphore développée par Pie XII, surnommé le « pape des sportifs », premier pontife à avoir proposé dans un discours officiel la figure profane d'un sportif comme modèle d'émulation pour les fidèles. Par exemple, le 25 juillet 1948, Raimondo Manzini, dans les colonnes de *l'Avvenire d'Italia*, après avoir chanté les louanges du « sportif chrétien, de l'athlète parfait (...) au calme visage voilé d'ombre » conclut en ces termes :

« Pour une fois, dans les villes, autour des hauts parleurs, on ne se regroupe pas pour écouter des péroraisons colériques ou des nouvelles terrorisantes : on ne parle pas du dernier agent de la *Celere* [les brigades mobiles] écorché par la bestialité féroce du cannibalisme civilisé de la démocratie ; et on ne maudit pas Scelba ou vice versa. On se dispute cordialement [...] sur les meilleures vitesses à utiliser sur route ou en montée. [...] Les visages sanguins des adversaires ne sont pas inhumains comme ceux reproduits dans les journaux après les incidents de la grève<sup>78</sup>. [...] Chacun s'en retourne chez soi en sueur mais satisfait, [...] ce qui n'est pas commun en ces temps hypocondriaques. On oublie même que d'ici peu entrera en vigueur le nouveau prix du pain. Nous sommes reconnaissants à Bartali. Dans la tristesse d'un des moments les plus désespérés de la Patrie, il représente une petite lumière. [...] C'est une touche de Foi qu'il apporte : une parenthèse d'optimisme »<sup>79</sup>.

- 27 L'Italie catholique, triomphante après les élections du 18 avril, peut donc s'enorgueillir d'un mérite supplémentaire aux yeux de la nation, celui de lui avoir offert non seulement un « ambassadeur d'exception », comme Alcide De Gasperi définit Bartali à cette occasion, mais également un véritable « sauveur de la patrie »<sup>80</sup>. Il est toutefois difficile de trouver, ailleurs que dans la presse catholique, d'autres traces de cette fonction thaumaturgique assumée par Bartali. Les rapports des préfets envoyés au ministère de l'Intérieur depuis

chaque province ne font jamais mention d'un quelconque rôle apaisant des victoires françaises de Bartali sur les manifestants. Ils se contentent de souligner l'efficacité des forces de l'ordre à réprimer les désordres et à prévenir une situation révolutionnaire. De même, on chercherait en vain au fil des témoignages des militants communistes recueillis par les historiens italiens des allusions à une action pacificatrice du cycliste. Tout au plus rencontre-t-on de rares dénégations lapidaires quand la question leur est posée. Ainsi, Eddo Paolini, dirigeant de la section communiste de Fiorentina, commune de la grande banlieue florentine, affirme-t-il au début des années 1990 que « ce qu'on raconte sur le Tour de France, sur Bartali, ce ne sont que des conneries de ces journalistes qui n'ont jamais su écrire l'histoire de l'Italie »<sup>81</sup>. Pour Bruno Carli, militant turinois, ce sont simplement des « bobards »<sup>82</sup>, la grève n'ayant cessé que sur ordre de la direction du PCI. Il n'en reste pas moins que ce lieu commun de la propagande catholique, répété à l'envi depuis, a fini par investir l'imaginaire social, au point d'être souvent accepté sans examen. Dans la mémoire collective des Italiens, par un effet de condensation propre à la réécriture du passé, la victoire de Briançon aurait ainsi eu lieu le jour même de l'attentat, le 14 juillet, erreur de chronologie que certains historiens commettent à leur tour, en toute bonne foi serait-on tenté de dire<sup>83</sup>. Le succès de l'interprétation catholique tient probablement autant à la superposition temporelle entre les deux événements qu'à l'hégémonie exercée par le mouvement catholique dans la société italienne de l'après-guerre<sup>84</sup>. Dans un contexte de guerre froide, la thèse du cycliste pacificateur est reprise plus ou moins explicitement par l'ensemble de la presse non communiste et non socialiste, qu'elle soit généraliste ou sportive. Ce chœur quasi unanime contribue ainsi à élever Bartali, aux qualités revendiquées jusque-là par la seule opinion catholique, au rang de symbole de la nation tout entière. Ainsi Emilio De Martino, dans *La Gazzetta dello sport*, premier quotidien sportif de la péninsule (il est vrai contrôlé depuis 1945 par la Curie milanaise par l'intermédiaire de deux sociétés écrans), exalte-t-il la victoire de Bartali comme un « fait extraordinaire qui dépasse les limites d'un événement sportif normal » et la salue-t-il comme « un flambeau splendide saisi par un maître d'excellence sportive, mais aussi un maître de toutes ces valeurs qui constituent l'homme vrai »<sup>85</sup>. En somme, par le biais de Gino Bartali, victorieux d'un communisme présenté de manière implicite comme un corps étranger, la coïncidence entre nation italienne et foi catholique relève de l'évidence.

- 28 Du 14 au 16 juillet 1948, le Parti communiste italien se laisse déborder par des manifestations et une grève générale qui constituent à la fois une protestation indignée contre la tentative d'assassinat du secrétaire général du PCI et une revanche sur le résultat des élections législatives du 18 avril. Beaucoup de militants ont alors pris les armes, certains par réaction préventive contre ce qui pouvait être interprété comme le début d'une attaque contre leur parti, certains, en l'absence de directives précises pendant plusieurs heures, pensant probablement qu'était venue l'heure de l'option insurrectionnelle pour la conquête du pouvoir. Si volonté révolutionnaire il y a eu, elle s'est en tout cas estompée rapidement, d'autant plus que les dirigeants réputés partisans d'une ligne dure, Pietro Secchia au premier chef, ne s'y rallièrent pas. L'analyse de ce dernier se veut catégorique : le parti n'était pas prêt à faire la révolution. Sans doute son organisation paramilitaire, qui s'appuyait sur les anciens résistants, était-elle avant tout défensive et destinée à faire face à une mise hors-la-loi.
- 29 En attendant, le PCI sort affaibli de la crise ouverte par l'attentat. Il perd sa branche armée sans obtenir aucune contrepartie politique, restant soumis à la *conventio ad escludendum*

qui l'a exclu du gouvernement le 13 mai 1947 et devant subir qui plus est l'offensive répressive qui marqua les années du *scelbismo*. Il est divisé entre les partisans de l'option insurrectionnelle, nombreux parmi les militants de base, mais ruminant leur amertume, et les partisans de l'option légaliste, qui se rendent compte après coup qu'un tournant décisif vient d'être pris dans les orientations stratégiques du parti. Ces ambiguïtés et cette faiblesse accrue font qu'il est impossible de revendiquer la grève du 14-16 juillet comme une victoire. Les dirigeants communistes eux-mêmes sont longtemps restés muets sur le sujet. Ils ne se décidèrent à formuler une interprétation des événements que dans le feu de la polémique avec l'extrême gauche, dans le contexte des « années de plomb » et de l'explosion de la violence sociale et politique. Au bout du compte, ce silence explique que les catholiques aient eu le champ libre pour imposer leur vision de l'attentat et déployer la légende d'un Bartali pacificateur.

- 30 Ainsi la mémoire communiste italienne ne s'est-elle pas appropriée l'attentat contre Togliatti, objet pas assez consensuel et porteur de trop de contradictions, alors que bien d'autres martyrs ou victimes des balles adverses furent célébrés, de la Libération aux événements de juillet 1960, et souvent en chansons, de *Bandiera rossa* aux *Morti di Reggio Emilia*. Qui se souvient de celle composée à la fin du mois de juillet 1948 par Marino Piazza ? Distribuée sous forme de tracts, intitulée *L'attentat criminel contre le tenace défenseur du peuple travailleur*<sup>86</sup>, elle se concentre, symptomatiquement, sur la stricte description de l'attentat, des secours qui arrivent, de l'opération chirurgicale réussie, de l'arrestation de Pallante, en évitant toute allusion à la grève, aux manifestations ou à une possible révolution. La chanson s'achève en espérant « que le député Togliatti retourne bien vite à son poste, pour défendre notre pays, l'intérêt de nous les travailleurs »<sup>87</sup>. Finalement, l'unique point sur lequel tout le monde était d'accord au sein du parti.

---

## NOTES

1. Né à Gênes le 26 mars 1893, Palmiro Togliatti est, avec Antonio Gramsci notamment, l'un des fondateurs du PCI au congrès de Livourne en 1921. Contraint à l'exil par l'avènement du régime de Mussolini, il devient en 1931 le secrétaire général du parti et l'un des responsables du Komintern où il défend l'abandon de la ligne classe contre classe pour lutter contre le fascisme et le nazisme. Rentré d'URSS en mars 1944, il annonce à Salerne, dans un discours resté célèbre, la participation des communistes à un gouvernement d'union nationale. En mai 1947, il ne peut empêcher l'éviction des ministres de gauche du gouvernement De Gasperi et met alors en œuvre une politique d'opposition dure au pouvoir démocrate-chrétien.
2. Pietro SECCHIA, *Lo sciopero del 14 luglio*, Rome, La stampa moderna editrice, 1948, s. p.
3. Secchia écrit ainsi que le PCI « ne parla pas de grève insurrectionnelle, n'invita pas les citoyens à s'armer en désarmant l'ennemi, ne dit pas d'occuper les lieux publics, les gares, la radio, les centrales téléphoniques, les casernes, les terrains d'aviation, etc. », *ibid.*
4. *Corriere della sera*, 17 juillet 1948.
5. Alfredo GRADILONE, *Storia del sindacalismo in Italia*, Milan, Giuffrè, 1959, vol. 2, p. 297.
6. Giorgio GALLI, *La sinistra italiana nel dopoguerra*, Bologne, Il mulino, 1958, p. 217.
7. Raffaele DEL CARRIA, *Proletari senza rivoluzione*, Milan, Edizioni Oriente, 1966, p. 388-392.

8. *Ibid.*
9. *Ibid.*, p. 397.
10. *Ibid.*, p. 393.
11. Liliana LANZARDO, *Classe operaia e partito comunista alla Fiat*, Turin, Einaudi, 1971, p. 479-495. Dans un de ses ouvrages ultérieurs (*Personalità operaia e coscienza di classe. Comunisti e cattolici nelle fabbriche torinesi del dopoguerra*, Milan, Franco Angeli, 1989), Liliana Lanzardo cite abondamment l'entretien qu'elle a réalisé entre le 10 octobre et le 7 novembre 1981 avec Bruno Carli, un militant communiste turinois ; ce dernier se souvient du 15 juillet à 7h du matin, Via Fréjus, dans le Borgo San Paolo, la périphérie ouvrière de Turin : « Il y avait environ une soixantaine de personnes armées de pied en cap pour... En avant ! Commencer à faire quelque chose à Turin. On nous a dispersés après une trentaine de minutes en nous disant : " La révolution est repoussée "... *La révolution est repoussée*, et je me rappelle de scènes de pleurs, de gens qui déchiraient les cartes [...] – Il est clair qu'on ne pouvait rien faire à ce moment-là... – À ce moment-là ? À ce moment-là on pouvait. Je suis sûr qu'on pouvait [...] Moi je suis convaincu qu'à ce moment-là on pouvait. Les Alliés étaient loin. Pour moi c'était beaucoup plus facile à ce moment-là qu'après la Libération. Après la Libération, il y avait les alliés ici au milieu de nous. Il y avait les forces politiques soutenues par les alliés. Mais à ce moment-là de l'attentat je suis sûr qu'on pouvait absolument faire quelque chose. Tout aurait changé à 100 % en Italie [...] Mais ceux qui n'auraient pas dû avoir peur ont eu peur. La peur d'être antidémocratiques. C'est le boulet qu'on se traînait alors et qu'on se traîne encore aujourd'hui. D'être trop démocratiques », p. 172.
12. Il est député de Naples de 1953 à 1972, plusieurs fois président du groupe parlementaire communiste à la Chambre, en plus d'être membre du comité central du PCI.
13. Le quotidien *Il Manifesto* a été fondé en 1969 par un groupe mené par Rossana Rossanda et Luigi Pintor, qui contestait la ligne du PCI. Les dirigeants ne peuvent accepter l'initiative et, le 26 novembre 1969, Rossanda, Pintor et leurs camarades sont exclus du parti. Dans les années 1970, *Il Manifesto* se veut un instrument permettant d'établir un lien entre la gauche des partis marxistes et l'extrême gauche extra-parlementaire. Par la suite, Massimo Caprara évolue vers la droite de l'échiquier politique, jusqu'à adhérer au parti de Silvio Berlusconi dans les années 2000.
14. Massimo CAPRARA, *L'attentato a Togliatti. 14 luglio 1948, il PCI tra insurrezione e programma democratico*, Venise, Marsilio, 1978. Comme Del Carria, Caprara y cite abondamment les articles de Pietro Secchia publiés dans *l'Unità* en juillet 1948, qui figurent même *in extenso* en annexe.
15. Giorgio BOCCA, *Palmiro Togliatti*, Rome, *l'Unità*, 1992, vol. 2, p. 461-481 (1<sup>ère</sup> édition : Bari, Laterza, 1977).
16. Walter TOBAGI, *La rivoluzione impossibile. L'attentato a Togliatti: violenza politica e reazione popolare*, Milan, *Il Saggiatore*, 1978. En 1980, l'auteur fut assassiné par la Brigata XXVIII marzo.
17. *Corriere lombardo*, 16 juillet 1948.
18. « Les forces insurrectionnelles sont concentrées dans les grandes villes du Nord, mais même les campagnes au Nord ne sont pas sûres, les communications entre villes seraient incertaines ; les camarades de la base nous disent : " Nous contrôlons les usines, nous contrôlons les villes ". Que les camarades réfléchissent : pour l'instant, ni la police, ni l'armée ne sont intervenues, si elles le font elles disposeront de canons et de chars d'assaut contre lesquels on ne pourra pas résister », cité par Giorgio BOCCA, *op. cit.*, p. 470.
19. Le 27 novembre 1947 à Milan, après que le préfet, Ettore Troilo, un ancien résistant, a été rappelé à Rome – Scelba le rend responsable du lynchage d'un dirigeant de *l'Uomo qualunque* (parti de droite de « l'homme de la rue » ou de « l'Italien moyen ») –, Pajetta, lui aussi ancien résistant, occupe militairement la préfecture de la capitale lombarde.
20. *Ibid.*, p. 472.
21. *Ibid.*, p. 474.

22. Selon Secchia, Longo et lui-même avaient les idées claires dès l'après-midi du 14 juillet, lorsqu'ils se rendent à l'hôpital romain du Policlinico où a été admis Togliatti : il fallait « contrôler le mouvement » et « ne pas sortir de la légalité de manière irrémédiable ». La compagne du secrétaire général, Nilde Jotti, approuve « sauf si [ce dernier] meurt ». Secchia aurait alors répliqué : « Non, même s'il meurt nous ne pouvons pas modifier notre jugement. Si l'insurrection est une erreur, elle l'est quelle que soit l'issue de l'opération ». *Ibid.*, p. 467-468.
23. Michele PISTILLO, *Giuseppe Di Vittorio 1944-1957*, Rome, Editori Riuniti, 1977, p. 161-162.
24. Giorgio BOCCA, *op. cit.*, p. 468.
25. Elle est par exemple attestée par Alessia Nuti, qui a travaillé sur les archives de la fédération communiste locale, dans la province de Sienne (Alessia NUTI, *La provincia più rossa : la costruzione del partito nuovo a Siena 1945-1956*, Sienne, Protagon editori toscani, 2003, p. 145). C'est ce qui est également soutenu dans Giovanni GOZZINI, Renzo MARTINELLI, *Storia del Partito comunista italiano*, vol. VII, *Dall'attentato a Togliatti all'VIII Congresso*, Turin, Einaudi, 1998, p. 53.
26. En avril 1947, alors que se profile l'exclusion des communistes du gouvernement, effective le 13 mai, Secchia demande à l'ambassadeur soviétique si son pays soutiendrait le PCI en cas d'insurrection ; celui-ci lui répond « de ne pas compter sur [eux] » (*Ibid.*, p. 469). En décembre 1947, après le fait d'arme de Pajetta à Milan, Staline confirme à Secchia, en mission à Moscou, que l'option insurrectionnelle n'est pas envisageable. Enfin, le 23 avril 1948, à Togliatti qui s'interroge sur le passage à la lutte armée au cas où le gouvernement se refuserait à reconnaître une hypothétique victoire électorale du FDP, Molotov n'autorise qu'une réaction défensive, en cas d'assaut armé contre le siège du parti. Voir Francesca GORI, Silvio PONS (dir.), *Dagli archivi di Mosca. L'URSS, il Cominform e il PCI*, Rome, Carocci, 1998, documents 18-22.
27. Giovanni GOZZINI, Renzo MARTINELLI, *op. cit.*, p. 49.
28. Selon le titre du livre de Palmiro TOGLIATTI (Rome, Editori Riuniti, 1964).
29. Voir Silvio PONS, « L'URSS e il PCI nel sistema internazionale della guerra fredda », dans Roberto Gualtieri (dir.), *Il PCI nell'Italia repubblicana 1943-1991*, Rome, Carocci, 2001, p. 3-46.
30. « Quand une insurrection a mûri dans un pays, il n'y a pas de mesure policière qui réussisse à désarmer les forces insurrectionnelles. On ne désarme pas une insurrection qui surgit des nécessités mêmes de la lutte politique et de classe d'une Nation. Les sans-culottes de 1789 trouvèrent les armes dont ils avaient besoin pour prendre la Bastille, pour prendre le château de Versailles. Mitrillés sur le champ de Mars, ils retrouvèrent dans le peuple la force pour triompher, ils conquièrent le pouvoir, ils coupèrent la tête du roi, ils firent ce qu'ils devaient faire comme force révolutionnaire [...] Les armes, il y en aura toujours quand on aura besoin – et pour ma part j'espère que notre Pays n'en ait pas besoin – d'ouvrir la voie au progrès politique et social à travers une action de ce genre », « Le leggi dell'insurrezione nel giudizio di Lenin e Togliatti », *l'Unità*, 17 juillet 1948.
31. Giorgio AMENDOLA, « Il PCI all'opposizione. La lotta contro il scelbismo », dans *Problemi di storia del partito comunista italiano*, Rome, Editori Riuniti, 1971, p. 119-120.
32. Marc LAZAR, *Maisons rouges. Les Partis communistes français et italien de la Libération à nos jours*, Paris, Aubier, 1992, p. 74-75.
33. Giorgio BOCCA, *op. cit.*, p. 462.
34. Roberto DI CASTIGLIA, « A ciascuno il suo », *Rinascita*, n° 5, mai 1960, p. 348.
35. Andrea GRILLO, *Livorno: una rivolta tra mito e memoria. 14 luglio 1948 lo sciopero generale per l'attentato a Togliatti*, Pise, Biblioteca Franco Serantini, 1994.
36. *Ibid.*, p. 105.
37. Giorgio BOCCA, *op. cit.*, p. 468.
38. Giuseppe BUCCIANTE, *Tutti hanno ragione*, Bologne, Cappelli, 1969, p. 98.
39. Antonio Pallante devient alors garde forestier dans la province de Catane, où il est aujourd'hui retraité.

40. Marc LAZAR, « Interventi », dans Roberto Gualtieri (dir.), *op. cit.*, p. 370.
41. Giorgio BOCCA, *op. cit.*, p. 466.
42. Giovanni GOZZINI, « L'attentato a Togliatti », dans Mario Isnenghi (dir.), *I luoghi della memoria. Strutture ed eventi dell'Italia unita*, Bari, Laterza, 1997, p. 465-477.
43. On peut visionner ce film sur le site de Ciné-Archives, association qui conserve le fonds audiovisuel du PCF et du mouvement ouvrier (je remercie Maxime Grember de m'avoir signalé le lien) :  
[http://www.cinearchives.org/Catalogue\\_general-62-151-0-1.html?db\\_q=togliatti&](http://www.cinearchives.org/Catalogue_general-62-151-0-1.html?db_q=togliatti&)
44. Cité par Massimo CAPRARA, *op. cit.*, p. 131-132.
45. Gianni BAGET BOZZO, *Il partito cristiano al potere*, Florence, Vallecchi, 1974, p. 237.
46. *Ibid.*
47. Federico ORLANDO, « Ecco come difesi la libertà degli italiani. Intervista a Mario Scelba », *Prospettive nel mondo*, n° 139-140, 1988, p. 9. Dans la suite de l'entretien, Mario Scelba ajoute que les démocrates-chrétiens « n'auraient pas cédé le pouvoir, je rappelai à Togliatti que c'était nous qui tenions le couteau par le manche ». Ces propos donnent tout leur sens à la visite de Togliatti à l'ambassadeur soviétique le 23 mars 1948 (voir *supra*).
48. Sur ce point, voir Frédéric ATTAL, *Histoire de l'Italie de 1943 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2004, p. 57-58.
49. « Verso la fine dell'unità sindacale ? », *Corriere della sera*, 17 juillet 1948.
50. « Il piano K dei sediziosi esaminato dal Consiglio dei ministri », *Corriere della sera*, 18 juillet 1948.
51. « Delitti dell'anticomunismo. La repressione dopo il 14 luglio », *Rinascita*, n° 8-9, août-septembre 1954, p. 541-544.
52. *Ibid.*
53. Marco BARBANTI, « Funzioni strategiche dell'anticomunismo nell'età del centrismo degasperiano 1948-1953 », *Italia contemporanea*, mars 1988, n° 170, p. 39-69.
54. C'est par exemple le cas à Montefollonico (voir Simonetta GRILLI, Ilario ROSATI, *Le giornate di Torrita di Siena e di Montefollonico. Luglio 48 attentato a Togliatti*, Montepulciano, Edizioni del Grifo, 1988), mais aussi à Montepulciano, Vivo d'Orcia et Sarteano (voir Massimo CAPRARA, *op. cit.*, p. 49).
55. Alessia NUTI, *op. cit.*, p. 152.
56. Voir *Ibid.*, p. 150. C'est aussi le cas en Vénétie dans la province de Vicence. Voir Ezio Maria SIMINI, *Due giorni col sole negli occhi. L'attentato a Togliatti e il « Processo dei 103 » dell'Alto Vicentino*, Schio, Edizioni Grafiche Marcolin, 2004.
57. Voir Alessandro ORLANDINI, *Luglio 1948. L'insurrezione proletaria nella provincia di Siena in risposta all'attentato a Togliatti*, Florence, Clusf, 1976.
58. Voir Gino SERAFINI, *I ribelli della montagna. Amiata 1948 : anatomia di una rivolta*, Montepulciano, Edizioni del Grifo, 1981.
59. On peut consulter ses plaidoiries les plus célèbres, dont celle de 1951 devant la cour d'assise de Lucques en défense des accusés d'Abbadia San Salvatore dans *La democrazia dinanzi ai giudici*, Rome, Edizioni di Cultura sociale, 1954. Cette lutte se voulait collective et en 1948, il créa *Solidarietà democratica*, syndicat d'avocats qui dans les années 1960 fut à l'origine des premiers syndicats de la magistrature.
60. Lelio BASSO, *Il principe senza scettro. Democrazia e sovranità popolare nella Costituzione e nella realtà italiana*, Milan, Feltrinelli, 1958.
61. « Il piano K dei sediziosi... », *op. cit.*
62. Carlo TRABUCCO, « Il segreto della vittoria », *Il Popolo*, 27 juillet 1948.
63. « Ce soir-là, à la Chambre des députés, désorientée, agitée, indignée par l'attentat criminel de la place Montecitorio, le tollé discordant fut apaisé par la voix très forte d'un député qui criait : "Attention ! Une grande nouvelle. Bartali a gagné l'étape et peut-être le maillot jaune. Vive

l'Italie". Et dans la stupeur qui suivit ce cri, bien des esprits furent rassérénés. Et il advint de même dans la rue », dans CRISPINO, « Sia lodato Bartali », *Giornale dell'Emilia*, 24 juillet 1948.

64. Alessandro Pertini, un des dirigeants du Parti socialiste, qui sera élu président de la République en 1978.

65. Dino BERLOTTI, « Bartali ha battuto Di Vittorio », *Gioventù*, 1<sup>er</sup> août 1948.

66. *Ibid.*

67. L'Église catholique pouvait alors se prévaloir d'une vieille tradition en la matière. Le mouvement récréatif catholique s'est en effet développé dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. À Turin, vers 1860, don Giovanni Bosco a eu l'intuition que le sport, dans la société industrielle naissante, était l'un des principaux modes d'agrégation des masses populaires et des jeunes. Dans les patronages salésiens, l'éducation sportive devint ainsi un aspect important de la pastorale destinée à la jeunesse. Au cours du pontificat de Léon XIII (1878-1903) apparurent les premières sections de gymnastique qui, progressivement, gagnèrent leur autonomie par rapport au réseau des patronages, se constituèrent en clubs et furent regroupées en 1906 au sein de la Fédération des associations sportives catholiques italiennes (*Federazione delle associazioni sportive cattoliche italiane*). Cette dernière est dissoute en 1927, dissolution qui constitua le prélude à la crise de 1931 entre le régime fasciste et l'Action catholique.

68. Luigi GEDDA, *Lo sport*, Milan, Vita e Pensiero, 1931, p. 11.

69. Voir Stefano PIVATO, « Miti e modelli educativi : Gino Bartali », dans Andrea Riccardi (dir.), *Pio XII*, Bari, Laterza, 1984, p. 335-345.

70. Antonio COJAZZI, « Bravo Bartali ! », *Rivista dei giovani*, n° 6, 15 juin 1937, p. 276-279.

71. Roberto P. VIOLI, « L'Azione Cattolica Italiana nel secondo dopoguerra », dans *Storia del movimento cattolico in Italia*, Rome, Il Poligono Editore, 1981, vol. 6, p. 2-102.

72. Carlo FALCONI, *Gedda e l'Azione cattolica*, Florence, Parenti, 1958, p. 123.

73. Pie XII, « Discorso all'Unione Uomini dell'Azione Cattolica », dans *idem*, *Discorsi e radiomessaggi di Sua Santità Pio XII*, Cité du Vatican, Libreria Editrice Vaticana, 1964, vol. 9, p. 127.

74. Pie XII fait autant référence au maillot jaune revêtu par le vainqueur du Tour de France qu'au maillot rose endossé par le gagnant du Giro d'Italie. En 1947, à la date du discours, Bartali a remporté le premier en 1938 et le second en 1936, 1937 et 1946.

75. « Courez afin de saisir [le trophée] ».

76. Pie XII, « Discorso all'Unione Uomini dell'Azione Cattolica », *op. cit.*, p. 129.

77. Sur ce thème, voir Jean-Dominique DURAND, *L'Église catholique dans la crise de l'Italie (1943-1948)*, Rome, École française de Rome, 1991.

78. Il s'agit probablement d'une allusion au reportage photographique truqué de Tommaso Besozzi, censé révéler les détails du « plan insurrectionnel » communiste à Abbadia San Salvatore et publié par l'hebdomadaire illustré *L'Europeo*. Avec la complicité des forces de l'ordre, les journalistes avaient forcé les habitants du lieu à rejouer les scènes de l'insurrection, les présentant comme des « bêtes féroces ». Sur ce point, voir Alessia NUTI, *op. cit.*, p. 136-138 et Massimo CAPRARÀ, *op. cit.*, p. 79-82.

79. Raimondo MANZINI, « Su Bartali tutti concordi », *L'Avvenire d'Italia*, 25 juillet 1948.

80. Entretien entre Stefano Pivato et Gino Bartali, 15 novembre 1984. Cité par Stefano PIVATO, *Sia lodato Bartali. Ideologia, cultura e miti dello sport cattolico (1936-1948)*, Rome, Edizioni Lavoro, 1996 (1<sup>ère</sup> édition 1985), p. 51.

81. Andrea GRILLO, *op. cit.*, p. 148.

82. Liliana LANZARDO, *Personalità operaia e coscienza di classe...*, *op. cit.*, p. 172.

83. C'est le cas de Stefano PIVATO dans son étude magistrale sur le sport catholique, presque en passant (*Sia lodato Bartali...*, *op. cit.*, p. 50). Dans le chapitre de la version italienne des « Lieux de mémoire » consacré à l'attentat contre Togliatti, Giovanni Gozzini se sent ainsi contraint, dans le

paragraphe consacré à Bartali, d'insister précisément sur ces questions de date (voir Giovanni GOZZINI, *op. cit.*).

**84.** Ce succès tient peut-être également à l'ambiguïté du discours communiste sur cette question. Pendant la convalescence de Togliatti, la presse communiste publie en effet plusieurs photographies du secrétaire général du PCI souriant sur son lit d'hôpital. Elles étaient sans nul doute destinées à rassurer les militants sur l'état de santé de leur dirigeant et à ainsi ramener le calme dans le pays. L'une d'elles, abondamment commentée par le reste de la presse, le montre lisant les pages sportives de *l'Unità* et s'informant des dernières nouvelles du Tour de France. Ce cliché est à rapprocher d'un autre, publié lui aussi dans l'organe du PCI au début de l'année 1948, où on le voit en compagnie de Gianni Agnelli dans la loge d'honneur du stade communal de Turin à l'occasion d'un match de la Juventus, dont Togliatti se proclame *tifoso*. Outre qu'il faut faire à Togliatti le crédit de la sincérité (dans le livre qu'il a consacré à l'attentat en 1978, son ancien secrétaire, Massimo Caprara, indique que Togliatti l'entretenait souvent de cyclisme et lui demandait régulièrement des nouvelles de Bartali lors de son séjour au *Policlinico* – voir Massimo CAPRARA, *op. cit.*, p. 22), la publication de ces photographies témoigne de l'attention de la direction communiste pour les manifestations de la culture de masse, la culture sportive communiste italienne se montrant par ailleurs perméable aux sirènes du professionnalisme (sur ce point, voir le chapitre 2 « *Le calcio popolare* » de Fabien ARCHAMBAULT, *Le contrôle du ballon. Les catholiques, les communistes et le football en Italie, de 1943 au tournant des années 1980*, Rome, École française de Rome, 2011).

**85.** Emilio DE MARTINO, « Apoteosi », *La Gazzetta dello sport*, 26 juillet 1948.

**86.** *Il criminale attentato al tenace difensore del popolo lavoratore.*

**87.** On peut écouter la chanson de Marino Piazza à l'adresse Internet suivante :

[http://www.youtube.com/watch?v=4-vZBuncZoY&feature=player\\_embedded](http://www.youtube.com/watch?v=4-vZBuncZoY&feature=player_embedded) ; le texte de la chanson est également disponible : <http://utenti.multimania.it/laltraitalia/Testi/Cantastorie/Piazza/LAttentatoATogliatti.htm>

## RÉSUMÉS

Le 14 juillet 1948, à la nouvelle de l'attentat contre Palmiro Togliatti, le secrétaire général du Parti communiste italien, se déclenche de manière spontanée une grève générale illimitée tandis que l'Italie se couvre de barricades. Le calme ne revient que le 16 juillet, alors que de l'autre côté des Alpes, le cycliste Gino Bartali s'apprête à remporter le Tour de France. Dès lors débute un autre combat, historiographique celui-là, autour de l'interprétation de cet événement exceptionnel. À gauche, le débat porte sur la question de savoir s'il s'agissait d'une authentique tentative insurrectionnelle ou bien d'une explosion de colère et d'indignation sans perspective politique précise. Du côté catholique s'élabore en contrepoint le mythe des vertus pacificatrices d'une victoire sportive, capable de détourner la masse des Italiens des sirènes démagogiques d'un Parti communiste présenté ainsi comme un corps étranger à la société italienne.

July 14th, 1948, the news of the attempt against Palmiro Togliatti, the General Secretary of the Italian communist Party, start a spontaneous and unlimited general strike whereas Italy covers itself with barricades. The peace returns only on July 16th, while on the other side of the Alps, the cyclist Gino Bartali is going to win the Tour de France. From then on, another fight, historiographical, begins, around the interpretation of this exceptional event. On the left, the

debate is about how much it was an authentic insurrectionary attempt or an outburst of anger and indignation without precise political prospect. On the catholic side, in counterpoint, it's the myth of the pacificatory virtues of a sports victory, capable of diverting the mass of the Italians from the demagogic sirens of a communist party presented so as a foreign body to the Italian society.

## INDEX

**Mots-clés** : Démocratie chrétienne, Gino Bartali, Italie, Palmiro Togliatti, Parti communiste italien

## AUTEUR

**FABIEN ARCHAMBAULT**

MCF université de Limoges, Criham